


  
 LIBERTÉ • ÉGALITÉ • FRATERNITÉ
   
 RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
   
 DE L'AGRICULTURE
   
 DE L'AGROALIMENTAIRE
   
 ET DE LA FORÊT





**VARROA**

**« Bilan des plans régionaux de lutte »**





agriculture
   
 .gouv.fr
   
 alimentation
   
 .gouv.fr


  
 LIBERTÉ • ÉGALITÉ • FRATERNITÉ
   
 RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
   
 DE L'AGRICULTURE
   
 DE L'AGROALIMENTAIRE
   
 ET DE LA FORÊT

## Programmes Régionaux « Varroa »

**Bases réglementaires :**

*Programme apicole français notifié à la Commission européenne le 15 avril 2013 pour la période du 1<sup>er</sup> sept 2013 au 31 août 2016*  
*Décision de la Commission du 13 août 2013 (CE) 1234/2007*  
**Règlement UE N 1308/2013 du parlement et du conseil du 17 décembre 2013**  
*Décret 2013-820 du 12 sept 2013 relatif au programme d'aide national à l'apiculture*  
*Avis favorable du Conseil spécialisé « fruits et légumes » de FranceAgriMer*  
*Décision AIDES/SAND 2013-55 du 13 sept 2013*

agriculture
   
 .gouv.fr
   
 alimentation
   
 .gouv.fr


  
 LIBERTÉ • ÉGALITÉ • FRATERNITÉ
   
 RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
   
 DE L'AGRICULTURE
   
 DE L'AGROALIMENTAIRE
   
 ET DE LA FORÊT

## Programmes Régionaux « Varroa »

**Bénéficiaires :**

- Organismes à vocation sanitaire animale (OVS-A)
  - reconnus par le Ministère en charge de l'agriculture, ayant mis en place une section apicole*
  - OVS ayant établi un accord de coordination avec les organismes d'assistance technique de la région (pas d'action superposée, voire concurrente)*

agriculture
   
 .gouv.fr
   
 alimentation
   
 .gouv.fr


  
 LIBERTÉ • ÉGALITÉ • FRATERNITÉ
   
 RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
   
 DE L'AGRICULTURE
   
 DE L'AGROALIMENTAIRE
   
 ET DE LA FORÊT

## Programmes Régionaux « Varroa »

**Bases Financières :**

Aide financière plafonnée à :

- 1 ETP – 55 000 € pour les régions ≥ 50 000 ruches,
- 0,5 ETP – 27 500 pour les régions < 50 000 ruches.

Dont 50 % FEAGA et 50 % DGAL

Éligibilité : 1 ETP (ou ½ ETP) : salaires et charges

**1 ou 2 personnes éligibles (assouplissement en année 2 / année 1 du programme apicole).**

Complétée par d'autres sources : autofinancement, Collectivités locales...

2 conventions : FAM, DGAL

agriculture
   
 .gouv.fr
   
 alimentation
   
 .gouv.fr


  
 LIBERTÉ • ÉGALITÉ • FRATERNITÉ
   
 RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
   
 DE L'AGRICULTURE
   
 DE L'AGROALIMENTAIRE
   
 ET DE LA FORÊT

## Programmes Régionaux « Varroa »


**Bases Techniques :**

Objectif : « *maîtriser l'infestation de façon harmonisée, efficace et collective* »

3 volets :

- ➔ Identification/Enregistrement des apiculteurs et des ruches
- ➔ Mise en place d'une stratégie de prophylaxie
- ➔ Suivi et évaluation du plan

agriculture
   
 .gouv.fr
   
 alimentation
   
 .gouv.fr


  
 LIBERTÉ • ÉGALITÉ • FRATERNITÉ
   
 RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
   
 DE L'AGRICULTURE
   
 DE L'AGROALIMENTAIRE
   
 ET DE LA FORÊT

## Programmes Régionaux « Varroa »

### Rappels


Dossier transmis avec avis de la DRAAF

La DGAI effectue l'expertise technique du projet

Le dossier déposé à FranceAgriMer doit contenir l'accord de la DGAI.

Date limite de dépôt :  
 15 février 2014 (année 1), 30 octobre 2015 (année 2) et 30 octobre 2016 (année 3).

agriculture
   
 .gouv.fr
   
 alimentation
   
 .gouv.fr


  
 LIBERTÉ • ÉGALITÉ • FRATERNITÉ
   
 RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
   
 DE L'AGRICULTURE
   
 DE L'AGROALIMENTAIRE
   
 ET DE LA FORÊT

## Programmes Régionaux « Varroa »

### BILAN

**Bilan du dispositif sur le PAE 2014/2016**

État des lieux des dossiers présentés


**Bilan Année 1 et 2 du PAE**

2013-2014, deux régions bénéficiaires (Bretagne, Centre)

2014-2015, cinq régions bénéficiaires (Corse, Rhône-Alpes, PACA, Bretagne, Centre, Aquitaine)

	Nombre de dossier présentés	Enveloppe attribuée	Montant agréés	Montant présenté	Dossiers rejetés / abandonnés	Montant payé
Année 1	3	300 000 €	82 500 €	57 700 €	1	29 992 €
Année 2	7	600 000 €	255 600 €	151 924 €	1	124 930 €

agriculture
   
 .gouv.fr
   
 alimentation
   
 .gouv.fr


  
 LIBERTÉ • ÉGALITÉ • FRATERNITÉ
   
 RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
   
 DE L'AGRICULTURE
   
 DE L'AGROALIMENTAIRE
   
 ET DE LA FORÊT

## Programmes Régionaux « Varroa »

### BILAN

#### Année 3- en cours

Pour la 3ème année du PAE 2014-2016, 9 dossiers ont été reçus (date de dépôt au 30/10/2015) :  
 Aquitaine, PACA, Bretagne, Centre, Limousin, Rhône-Alpes, Midi-Pyrénées, Corse, Poitou-Charentes

=> 7 avis favorables de la DGAI

agriculture
   
 .gouv.fr
   
 alimentation
   
 .gouv.fr

  
 LIBERTÉ • ÉGALITÉ • FRATERNITÉ  
 RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
 MINISTÈRE  
 DE L'AGRICULTURE  
 DE L'AGROALIMENTAIRE  
 ET DE LA FORÊT

## Programmes Régionaux « Varroa »

### BILAN

### Freins et difficultés


**Résultats du suivi DGAL :**

Volet technique (disparité,... articulation plan régional/PSE)  
 Démarrage des programmes  
 Manque de consensus

**Instruction de dossier FAM :**


Accord de coordination ou de partenariat : absents ou dénoncés à postériori  
 Absence de règles de fonctionnement de SSA  
 Conflit entre l'OVS-A et sa section apicole  
 Absence de compte rendu de réunion de bilan/programmation

agriculture  
 gouv.fr  
 alimentation  
 gouv.fr

  
 LIBERTÉ • ÉGALITÉ • FRATERNITÉ  
 RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
 MINISTÈRE  
 DE L'AGRICULTURE  
 DE L'AGROALIMENTAIRE  
 ET DE LA FORÊT

## Programmes Régionaux « Varroa »


### conclusion



**Un réel enjeu pour la santé des colonies**

Une enveloppe DGAI (206) est disponible ..., mais largement sous utilisée  
 Lutte sous la responsabilité des OPA  
 Absence de stratégie de lutte au niveau national (mesures individuelles et non collectives)

Présence d'un potentiel (PAE 2)  
 Inscription de varroa comme priorité 1 par le GT CNOPSAV



**Traduire la volonté en actions concrètes....**

agriculture  
 gouv.fr  
 alimentation  
 gouv.fr

  
 LIBERTÉ • ÉGALITÉ • FRATERNITÉ  
 RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
 MINISTÈRE  
 DE L'AGRICULTURE  
 DE L'AGROALIMENTAIRE  
 ET DE LA FORÊT



## Merci pour votre attention



agriculture  
 gouv.fr  
 alimentation  
 gouv.fr